

Construction de logements en Picardie

Résultats à fin septembre 2014

n° 168
novembre
2014

Les bulletins de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PICARDIE

Au troisième trimestre 2014, le nombre de constructions de logements autorisées avoisine celui du troisième trimestre 2013. Ce presque maintien n'est dû qu'à la forte progression des autorisations de constructions de résidences dans l'Aisne et la Somme. En effet, les autorisations et les mises en chantier de logements individuels et collectifs continuent de diminuer en Picardie comme sur l'ensemble de la France.

Nombre de logements autorisés et commencés en Picardie

	septembre 2014	juillet 2014 à septembre 2014	variation (1) en %	octobre 2013 à septembre 2014	variation (2) en %
AUTORISÉS	691	1 980	-3,3	7 037	-30,1
Selon le type de construction					
Construction neuve	599	1 756	6,9	5 859	-29,1
Construction sur bâtiment existant	92	224	-44,6	1 178	-34,4
Selon le type de logement					
Logements ordinaires	495	1 497	-23,7	6 195	-37,7
individuels purs	302	751	8,7	2 884	-18,9
individuels groupés	82	206	-54,5	981	-54,9
collectifs	111	540	-34,0	2 330	-44,6
En résidence	196	483	468,2	842	584,6
COMMENCÉS	398	1 611	14,0	5 674	-24,1
Selon le type de construction					
Construction neuve	371	1 421	15,4	4 955	-17,6
Construction sur bâtiment existant	27	190	4,4	719	-51,0
Selon le type de logement					
Logements ordinaires	337	1 532	22,8	5 519	-23,9
individuels purs	169	462	-22,2	2 185	-26,9
individuels groupés	67	265	47,2	945	-21,8
collectifs	101	805	69,8	2 389	-21,9
En résidence	61	79	-52,1	155	-30,8

Source : Dreal Picardie, Sit@del2

(1) (juillet 2014 à septembre 2014) / (juillet 2013 à septembre 2013)

(2) (octobre 2013 à septembre 2014) / (octobre 2012 à septembre 2013)



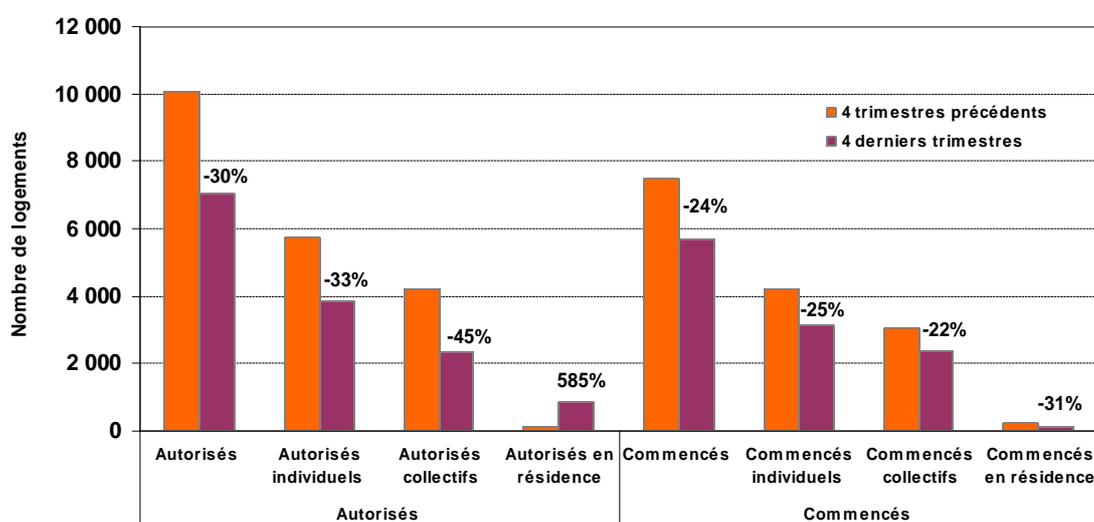
Autorisations : presque stabilité ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2013

En Picardie, près de 2 000 logements ont été autorisés au cours du troisième trimestre 2014, à peine moins que durant la même période de 2013 (tableau page 1). Ce maintien relatif est dû à la progression significative des autorisations de logements en résidence : près de 500 durant ce trimestre contre une petite centaine seulement au cours du troisième trimestre 2014. Dans les secteurs de l'individuel et du collectif en revanche, les autorisations poursuivent leur baisse.

Sur 12 mois (d'octobre 2013 à septembre 2014), le nombre d'autorisations s'élève à 7 000 dans la région. Il recule de 30 % par rapport au chiffre observé les douze mois précédents. Cette baisse est plus prononcée que sur l'ensemble de la France métropolitaine (-13 %). Les autorisations de constructions de logements diminuent dans toutes les régions de l'hexagone, sauf en Alsace.

Logements autorisés et commencés en Picardie durant les 24 derniers mois

Source : Dreal Picardie, Sit@del2



Les autorisations de logements en résidence progressent significativement

Sur un an, les secteurs du collectif et de l'individuel sont en retrait, en Picardie comme en France. Dans la région, l'individuel recule de 33 % et le collectif de 45 %. Seul le secteur du résidentiel progresse, avec sept fois plus de logements en résidence autorisés que sur les 12 mois précédents. Au niveau national aussi, le secteur résidentiel est le seul à se redresser, avec une hausse de 10 %.

Depuis un an, plusieurs projets de résidence ont été lancés en Picardie, dans la Somme et l'Aisne particulièrement. Ils concernent soit les personnes âgées, soit les étudiants. Dans la Somme, à Amiens, un ensemble immobilier remplacera un supermarché et comprendra en outre 120 chambres pour étudiants. Une résidence d'une centaine de logements destinée aux seniors sera aussi construite non loin de la gare. À Abbeville, une résidence composée d'une centaine d'appartements pour les seniors devrait proposer différents services tels qu'un restaurant, une piscine, etc.

Dans l'Aisne, le permis pour une résidence senior à Saint Quentin, prévu sur l'emplacement du château de la Pilule a été annulé et déposé à nouveau pour prendre en compte la conservation du château. La construction d'une résidence senior a également été autorisée à Soissons.

Un logement sur deux mis en chantier ce trimestre est un appartement

Dans la région, 1 600 logements ont été mis en chantier au cours du troisième trimestre 2014, ce qui représente une hausse de 14 % par rapport au troisième trimestre 2013. Cette progression tient au secteur du collectif, en hausse de 70 %, tandis que l'individuel et le résidentiel reculent, respectivement de 6 % et de 52 %. La moitié des logements mis en chantier ce trimestre sont des appartements.

Cette amélioration globale ne se ressent pas encore sur un an. Tous secteurs confondus, la construction de 5 700 logements a débuté au cours des 12 derniers mois, soit une diminution de 24 % par rapport à la période précédente. La baisse est un peu plus forte dans la région qu'en moyenne nationale (-12 %). Seule la région Poitou-Charentes voit ses mises en chantier progresser.

Sur les quatre derniers trimestres, les trois secteurs, collectif, individuel et résidentiel, connaissent en Picardie une baisse par rapport aux quatre trimestres antérieurs.

Un redémarrage de la construction de logements collectifs dans l'Oise ?

Entre ces mêmes périodes, les mises en chantier de logements individuels ont reculé dans les trois départements picards.

La situation diffère d'un département à l'autre concernant les mises en chantier de logements collectifs. Dans l'Aisne, elles ont progressé de 8 %. Elles concernent principalement les villes de Soissons, Saint-Quentin, Château-Thierry, Villers-Cotterêts, Belleu et Gauchy.

Dans l'Oise et la Somme, les mises en chantier de logements collectifs ont diminué. Elles semblent cependant reprendre ce trimestre dans l'Oise, sur les communes de Beauvais, Nogent-sur-Oise, Chantilly et Compiègne notamment. Dans la Somme, c'est toujours la commune d'Amiens qui concentre la quasi totalité de ces logements commencés : neuf appartements sur dix sont construits sur cette seule commune.

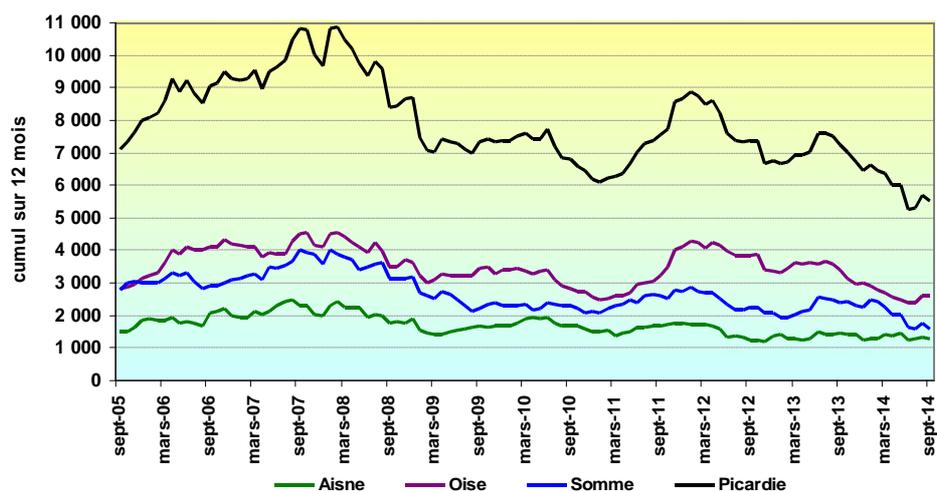
Nombre de logements ordinaires autorisés et commencés par département

	autorisés			commencés		
	septembre 2014	octobre 2013 à septembre 2014	variation (1) en %	septembre 2014	octobre 2013 à septembre 2014	variation (1) en %
Aisne	126	1 260	-27,4	80	1 283	-10,9
individuels purs	104	852	1,5	58	604	-16,5
individuels groupés	18	138	-53,8	10	117	-40,9
collectifs	4	270	-54,8	12	562	8,3
Oise	259	3 402	-33,0	209	2 627	-23,0
individuels purs	113	1 197	-17,8	65	879	-28,0
individuels groupés	46	556	-58,7	55	618	-15,9
collectifs	100	1 649	-27,4	89	1 130	-22,3
Somme	110	1 533	-51,0	48	1 609	-33,0
individuels purs	85	835	-33,8	46	702	-32,8
individuels groupés	18	287	-45,6	2	210	-23,6
collectifs	7	411	-69,3	0	697	-35,6
Picardie	495	6 195	-37,7	337	5 519	-23,9
individuels purs	302	2 884	-18,9	169	2 185	-26,9
individuels groupés	82	981	-54,9	67	945	-21,8
collectifs	111	2 330	-44,6	101	2 389	-21,9
France entière	30 681	360 274	-14,0	24 969	278 853	-13,5
individuels purs	10 652	117 234	-19,1	7 482	94 184	-19,8
individuels groupés	4 002	48 128	-29,1	2 998	37 135	-16,5
collectifs	16 027	194 912	-5,5	14 489	147 534	-8,1

Source : Dreal Picardie, Sit@del2

(1) (octobre 2013 à septembre 2014) / (octobre 2012 à septembre 2013)

Nombre de logements ordinaires commencés



Source : Dreal Picardie, Sit@del2

Note explicative

Les chiffres publiés dans ce document sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales des territoires (DDT) et par les communes instructrices. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Ces chiffres distinguent construction neuve (bâtiment totalement nouveau) et construction sur existant (bâtiment s'appuyant sur une partie existante comme la transformation de locaux en logements ou la construction de logements attenants au bâtiment existant). Les chiffres portent sur le nombre total de logements répartis en logements ordinaires et logements en résidence. Au sein des logements ordinaires, on distingue les logements individuels (purs et groupés) et les logements collectifs. Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

Conception – réalisation :

DREAL Picardie
Service GCGE –
Unité Statistiques

Anne Évrard,
Gérard Geirnaert

Contacts :

Anne Évrard
Statisticienne
tél. : 03 22 82 25 42
anne.evrard@developpement-durable.gouv.fr

Gérard Geirnaert
tél. : 03 22 82 25 43
gerard.geirnaert@developpement-durable.gouv.fr

Les bulletins de la DREAL Picardie

DREAL Picardie
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS Cedex 1
tél. : 03 22 82 25 00
Fax : 03 22 91 73 77

Directeur de la Publication :
Thierry Vatin

courriel de la DREAL :
dreal-picardie@developpement-durable.gouv.fr

ISSN papier : 2103-9798
ISSN en ligne : 2267-2605

Dépôt légal : 4^e trim 2014

impression DREAL